

Conditions Générales d'Utilisation

de ProGBat (CGU)

Version en vigueur au : 01/01/2026

Sommaire

- | | |
|--|---|
| 1. Définitions | 13. Disponibilité – Maintenance |
| 2. Objet des CGU | 14. Support |
| 3. Documents contractuels – Hiérarchie | 15. Conformité réglementaire des documents |
| 4. Accès au Service | 16. Suspension ou restriction d'accès |
| 5. Création et gestion du Compte | 17. Responsabilité |
| 6. Description du Service | 18. Liens externes |
| 7. Règles d'usage – Engagements de l'Utilisateur | 19. Modification des Conditions Générales d'Utilisation |
| 8. Obligations du Client (contenu et conformité) | 20. Durée – Fin d'accès au Service |
| 9. Propriété intellectuelle | 21. Force majeure |
| 10. Données du Client | 22. Nullité partielle |
| 11. Données personnelles (RGPD) | 23. Droit applicable – Litiges |
| 12. Sécurité | 24. Contact |

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation (ci-après les « **CGU** ») encadrent l'accès et l'utilisation du logiciel **ProGBat**, accessible en ligne à l'adresse **<https://www.progbat.com>** et via l'application **[app.progbat.com](https://www.progbat.com)** (ci-après le « **Service** »).

Le Service est un logiciel accessible en mode SaaS destiné aux professionnels du bâtiment et des travaux publics (BTP). Il permet notamment la création et la gestion de devis et de factures conformes à la réforme de la facture électronique en France, ainsi que la gestion de chantiers.

En utilisant le Service, l'Utilisateur reconnaît avoir pris connaissance des CGU et les accepter sans réserve.

Article 1. Définitions

Dans les présentes CGU, les termes suivants ont la signification ci-dessous :

- **Éditeur** : la société TSL Business, telle qu'identifiée dans les [Mentions légales](#) éditrice du Service ProGBat,
- **Service** : le logiciel ProGBat et l'ensemble de ses fonctionnalités accessibles en ligne.
- **Client** : tout professionnel utilisant le Service dans les conditions définies par les [Conditions Générales de Vente](#).
- **Utilisateur** : toute personne physique utilisant le Service, agissant pour le compte du Client (dirigeant, salarié, Expert-Comptable, ou toute autre personne ayant obtenu de la part du Client l'accès au Service).
- **Compte** : espace personnel permettant l'accès au Service via des identifiants personnels et sécurisés.
- **Données** : données, contenus, informations, documents et fichiers importés, saisis, générés ou stockés via le Service.

Article 2. Objet des CGU

Les CGU ont pour objet de définir :

- les conditions d'accès au Service,

- les règles d'usage applicables aux Utilisateurs,
- les droits et obligations respectifs des Utilisateurs, du Client et de l'Éditeur.

Les CGU complètent :

- les [Conditions Générales de Vente \(CGV\)](#) (pour les aspects commerciaux et contractuels),
- la [Politique de confidentialité](#) (pour les données personnelles).

Article 3. Documents contractuels – Hiérarchie

L'utilisation du Service est encadrée par plusieurs documents.

En cas de contradiction entre documents :

1. la **Politique de confidentialité** prévaut pour tout ce qui concerne les données personnelles ;
2. les **CGV** prévalent pour les aspects commerciaux (prix, paiement, durée, renouvellement, résiliation, etc.) ;
3. les présentes **CGU** prévalent pour les règles d'usage du Service.

Article 4. Accès au Service

4.1. Public visé

Le Service est réservé aux **professionnels**.

L'Utilisateur garantit utiliser le Service dans un cadre professionnel, pour le compte d'un Client.

4.2. Pré-requis techniques

L'accès au Service nécessite :

- un terminal compatible (ordinateur, tablette, smartphone),
- une connexion Internet,
- un navigateur à jour.

L'Éditeur ne garantit pas le fonctionnement du Service sur des environnements obsolètes ou non sécurisés.

Article 5. Création et gestion du Compte

5.1. Création du Compte

Le Compte est créé lors de l'inscription ou lors de l'activation du Service par le Client.

Le Client s'engage à fournir des informations exactes, à jour et complètes.

5.2. Identifiants – Confidentialité

Les identifiants sont personnels et confidentiels.

L'Utilisateur et le Client sont responsables :

- de la conservation de leurs identifiants,
- de toute utilisation réalisée via le Compte,
- de la sécurité de leur environnement (mot de passe, poste de travail, accès email, etc.).

En cas de suspicion d'accès frauduleux, le Client doit en informer l'Éditeur sans délai.

5.3. Double authentification

Le Service propose dès l'ouverture d'un Compte Utilisateur un système de double authentification. Toute tentative de connexion depuis un appareil non reconnu nécessite une validation par courrier électronique, limitant significativement le risque d'accès par un tiers disposant des identifiants de connexion.

Après validation, le nouvel appareil est identifié et répertorié comme "sûr", et n'appellera plus à une nouvelle double authentification.

L'Utilisateur a la possibilité de désactiver la double authentification. Dans ce cas, l'Utilisateur assume l'entière responsabilité des conséquences liées à ce choix et celle du Client en cas d'utilisation frauduleuse de son Compte suite à une usurpation de ses identifiants.

5.4. Utilisateurs multiples et droits

Selon l'offre souscrite, le Client peut créer plusieurs comptes Utilisateur.

Le Client demeure responsable des actions de ses Utilisateurs, y compris de leur adhésion ou non à la double authentification sus-citée.

Article 6. Description du Service

Le Service permet notamment (liste non exhaustive) :

- la création et l'édition de devis,
- la création et l'édition de factures au format Factur-X, conformément à la réglementation en matière de facturation électronique,
- le suivi des paiements,
- la gestion de clients, contacts et chantiers,
- la gestion des achats (de la commande à la facture d'achat),
- le suivi des heures travaillées,
- la connexion à des Plateformes Agréées pour la transmission des factures de ventes et la réception des factures d'achat dans le cadre de la réforme de la facture électronique,
- la centralisation de documents,
- l'export de données et documents selon les fonctionnalités disponibles

L'Éditeur se réserve le droit de faire évoluer le Service, notamment afin d'en améliorer les performances, la sécurité, l'ergonomie ou la conformité aux évolutions légales et réglementaires. Ces évolutions peuvent entraîner l'ajout, la modification ou la suppression de fonctionnalités, sous réserve de ne pas porter atteinte aux caractéristiques essentielles du Service fourni au Client.

L'Éditeur s'efforce, dans la mesure du possible, de ne pas supprimer une fonctionnalité essentielle sans alternative, sauf si celle-ci s'avérait réglementairement obsolète.

Article 7. Règles d'usage – Engagements de l'Utilisateur

L'Utilisateur s'engage à utiliser le Service :

- conformément aux lois et règlements applicables,
- conformément aux présentes CGU,
- de manière loyale et raisonnable.

L'Utilisateur s'interdit notamment :

- d'utiliser le Service à des fins illicites ou frauduleuses,
- de porter atteinte à l'ordre public ou aux droits de tiers,
- d'importer ou stocker des contenus illégaux (notamment contrefaisants, diffamatoires, violents, haineux, etc.),
- d'introduire volontairement des virus, malwares ou tout code malveillant,
- de tenter d'accéder aux Comptes d'autres Clients,
- de contourner les limitations techniques du Service ou de l'offre souscrite,
- d'effectuer du scraping, de l'extraction automatisée ou massive de données,
- de perturber le bon fonctionnement du Service (charge anormale, attaques, etc.),
- de revendre, louer, prêter ou céder l'accès au Service à des tiers non autorisés.

Article 8. Obligations du Client (contenu et conformité)

Le Client demeure seul responsable :

- de l'exactitude des données saisies,
- de la qualité et de la complétude des informations utilisées pour générer ses documents,
- de la conformité des devis, factures et documents produits à sa situation (TVA, mentions obligatoires, règles BTP, etc.),
- du respect de ses obligations comptables, fiscales, sociales et réglementaires,
- de l'usage qu'il fait des données personnelles qu'il aura recueillies et enregistrées sur son compte, dans le cadre du RGPD et de sa propre politique de confidentialité,
- ainsi que de toutes les décisions prises sur la base des informations ou des documents issus du Service.

Le Service constitue un outil d'aide à la gestion.

Il ne se substitue pas à un expert-comptable, un juriste ou un conseil réglementaire.

Article 9. Propriété intellectuelle

9.1. Propriété du Service

Le Service, sa structure, son code, ses interfaces, son design, sa marque, ses bases de données et ses contenus sont protégés par le droit de la propriété intellectuelle.

L'Éditeur demeure titulaire de l'ensemble des droits sur le Service.

9.2. Licence d'utilisation

Sous réserve du respect des CGU et des CGV, l'Éditeur concède au Client une licence :

- non exclusive,
- non transférable,
- non cessible,
- limitée à la durée de l'abonnement,
- strictement réservée à un usage interne professionnel.

Toute utilisation non autorisée est interdite.

Article 10. Données du Client

10.1. Propriété des données

Le Client reste propriétaire des données qu'il saisit, stocke ou génère via le Service.

L'Éditeur n'acquiert aucun droit de propriété sur ces données.

10.2. Accès aux données

L'Éditeur n'accède aux données du Client que dans la mesure nécessaire :

- au fonctionnement du Service,
- au support technique,
- à la sécurité,
- au respect des obligations légales.

Article 11. Données personnelles (RGPD)

Le traitement des données personnelles lié à l'utilisation du Service est décrit dans la [**Politique de confidentialité**](#) accessible depuis le site ou depuis le présent document en cliquant sur le lien.

De manière générale :

- le Client agit en tant que **Responsable de traitement** pour les données qu'il traite via le Service (ex : clients finaux, contacts, salariés, etc.),
- l'Éditeur agit en tant que **Sous-traitant** au sens du RGPD pour ces données,
- en ce sens, le Client doit définir sa propre politique de confidentialité et la diffuser à qui de droit selon les règles du RGPD.

Article 12. Sécurité

L'Éditeur met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles raisonnables afin de protéger le Service et les données contre :

- l'accès non autorisé,
- la perte,
- l'altération,
- la divulgation.

Toutefois, l'Utilisateur reconnaît que :

- la sécurité absolue n'existe pas sur Internet ;
- la sécurité dépend également des pratiques du Client (mot de passe, poste de travail, accès email, etc.).

- L'utilisateur ne doit jamais communiquer son mot de passe à qui que ce soit, y compris au personnel de l'Éditeur.
- **L'Éditeur ne demandera jamais son mot de passe à un Utilisateur.**
- **Si un message vous invite à communiquer votre mot de passe à l'Éditeur, il s'agit d'une tentative d'escroquerie de la part d'un tiers malveillant (phishing).
N'y répondez pas, et informez-en l'Éditeur immédiatement.**

Des sauvegardes automatiques sont réalisées toutes les 24 heures afin d'assurer la continuité du Service, notamment en cas de défaillance technique de la base de données du Compte.

Les sauvegardes automatiques n'ont pas vocation à permettre une recherche ou le rétablissement de la base à un état antérieur, ce qui pourrait avoir des conséquences fiscales et réglementaires.

Article 13. Disponibilité – Maintenance

L'Éditeur met en œuvre des moyens raisonnables afin d'assurer l'accès au Service.

Le Service peut être temporairement indisponible notamment en cas :

- de maintenance (planifiée ou urgente),
- de mise à jour,
- d'incident technique,
- d'événement extérieur à l'Éditeur (hébergeur, réseau, fournisseur d'accès, etc.).

L'Éditeur ne saurait être tenu responsable des conséquences d'une interruption temporaire du Service lorsque celle-ci résulte d'une opération de maintenance ou d'un événement indépendant de sa volonté.

Article 14. Support

Le support a pour mission d'assister le Client et l'utilisateur dans l'utilisation du Service.

L'accès au support est disponible 7/7, 24/24, depuis le Compte, via le menu "Assistance -> Support technique", en utilisant le système de tickets proposé. Les horaires de prise en charge des demandes sont affichées sur la page.

En dehors de ces horaires, les tickets sont enregistrés et seront traités dès la réouverture du service Support.

Le support couvre principalement :

- l'aide à l'utilisation du Service,
- la prise en charge des incidents ou anomalies techniques ou fonctionnelles,
- la prise en charge de demandes de formations, paramétrages, documents personnalisés, ou d'interventions techniques, lesquelles feront l'objet d'un devis et d'une intervention par les équipes compétentes.

Le support n'inclut pas :

- l'intervention ou la consultation de nos équipes sur des problématiques techniques, fonctionnelles ou matérielles qui ne dépendent pas de l'utilisation du Service,
- l'audit fiscal, juridique ou comptable du Client,
- la validation réglementaire des documents du Client,
- et de manière générale toute question ou demande d'ordre fiscal, juridique, réglementaire, comptable, et/ou nécessitant un niveau d'expertise dans le domaine concerné.

L'assistance couvre exclusivement l'utilisation normale du Service et les anomalies qui lui sont imputables. Elle n'inclut pas les prestations de formation, de paramétrage personnalisé, de récupération de données, ni les interventions rendues nécessaires par une mauvaise utilisation du Service, un équipement inadapté ou l'intervention d'un tiers.

Article 15. Conformité réglementaire des documents

Le Service est conçu pour faciliter la création de devis, factures et autres documents conformément à la réglementation française en vigueur, notamment en matière de facturation électronique et de mentions obligatoires.

Toutefois, l'Éditeur ne garantit pas que les documents générés répondent, en toutes circonstances, aux obligations légales, fiscales, comptables ou réglementaires propres à l'activité, à la situation ou aux choix du Client.

Il appartient au Client de vérifier, avant toute émission ou transmission d'un document, que celui-ci est complet, exact et conforme aux dispositions légales et réglementaires qui lui sont applicables, notamment en matière de TVA, de facturation, de marchés de travaux, d'assurances ou de toute autre obligation spécifique à son activité.

L'Éditeur s'engage à mettre en œuvre des moyens raisonnables pour faire évoluer et adapter le Service aux modifications légales et réglementaires ayant un impact sur ses fonctionnalités.

Ces adaptations sont déployées dans un délai compatible avec leur complexité technique et les contraintes de mise en œuvre, le Client reconnaissant qu'un temps de latence peut être nécessaire entre l'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation et son intégration effective.

En conséquence, l'Éditeur ne saurait être tenu responsable des conséquences résultant d'une évolution législative ou réglementaire, d'une interprétation administrative ou jurisprudentielle, ou d'un paramétrage et d'une utilisation inadaptés du Service par le Client.

Article 16. Suspension ou restriction d'accès

L'Éditeur se réserve le droit de suspendre ou restreindre temporairement l'accès au Service, sans préavis lorsque les circonstances l'exigent, notamment :

- en cas de risque de sécurité,
- en cas de suspicion d'accès frauduleux,
- en cas d'usage anormal ou abusif,
- en cas de violation des CGU,
- en cas d'injonction légale ou administrative,
- en cas de défaut de paiement dans les conditions prévues par les CGV.

En cas de défaut de paiement, les modalités et le niveau de restriction de l'accès au Service varient selon le mode de règlement choisi par le Client, conformément aux dispositions prévues par les Conditions Générales de Vente (CGV).

Le Client est expressément informé que :

- le blocage ou la restriction de l'accès au Service pour motif d'impayé constitue une suspension temporaire des fonctionnalités de l'application et n'entraîne pas la suppression immédiate de ses données.
- les données restent conservées sur les serveurs de l'Éditeur pendant la période de suspension, dans l'attente de la régularisation ou de la résiliation définitive de l'abonnement selon les modalités de réversibilité et de suppression définies aux CGV.

Lorsque cela est possible, l'Éditeur informe le Client et cherche une solution avant suspension.

Article 17. Responsabilité

17.1. Responsabilité de l'Éditeur

L'Éditeur est tenu à une obligation générale de moyens.

Il ne saurait être tenu responsable :

- des erreurs de saisie ou omissions du Client,
- des conséquences liées à la génération ou l'usage de documents (devis, factures, attestations, etc.),
- d'une mauvaise utilisation du Service,
- des conséquences matérielles, financières ou commerciales résultant de la suspension ou de la restriction de l'accès au Service (mode restreint ou suspension totale) exercée conformément aux Article 4 des CGV et 16 des présentes CGU suite à un incident de paiement,
- des dommages résultant d'un tiers ou d'un événement extérieur,
- d'un usage non conforme au RGPD que le Client ou un de ses Utilisateurs ferait des données personnelles qu'il recueille et enregistre sur son Compte.

Le Client reconnaît que le Service constitue un outil d'assistance à la gestion et non une garantie de conformité réglementaire ou de résultat.

17.2. Limitation de responsabilité

Dans la limite autorisée par la loi, la responsabilité de l'Éditeur au titre des présentes CGU est limitée conformément aux CGV.

L'Éditeur ne pourra en aucun cas être responsable de dommages indirects (perte d'exploitation, perte de chance, perte de chiffre d'affaires, préjudice commercial, etc.).

Article 18. Liens externes

Le Service peut contenir des liens vers des sites tiers.

L'Éditeur n'exerce aucun contrôle sur ces sites et ne peut être tenu responsable de leur contenu, fonctionnement ou politique de confidentialité.

Article 19. Modification des Conditions Générales d'Utilisation

L'Éditeur peut modifier les présentes CGU afin de :

- s'adapter aux évolutions du Service,
- respecter une évolution légale ou réglementaire,
- améliorer la clarté des documents.

Les CGU applicables sont celles en vigueur au jour de l'utilisation du Service.

En cas de modification substantielle, l'Éditeur informera le Client par tout moyen utile (notification dans l'application, courrier électronique, etc.).

Article 20. Durée – Fin d'accès au Service

La durée d'accès au Service dépend de l'abonnement souscrit par le Client, conformément aux CGV.

En cas de fin d'abonnement, l'accès au Service peut être interrompu selon les conditions prévues aux CGV.

Les modalités de récupération des données (réversibilité) sont décrites dans les CGV.

Conformément aux obligations de l'Éditeur, lorsqu'un Client a souscrit au moins une Licence payante, l'ensemble de ses Données est conservé pendant une durée de dix (10) ans à compter du constat de l'incident de paiement. Durant cette période, les modalités d'accès aux Données pour consultation ou export dépendent du mode de règlement initial, conformément à l'Article 16 des présentes CGU :

- En cas d'incident par Carte Bancaire : le Client conserve un accès en mode restreint lui permettant de consulter et d'exporter ses données au format CSV.
- En cas d'incident par Prélèvement SEPA : l'accès au Service est entièrement interrompu. Pour consulter ou exporter ses données, le Client doit préalablement régulariser sa situation au moyen du lien de paiement sécurisé transmis par courrier électronique afin de réactiver son compte.

À l'issue de cette période de dix (10) ans, les données sont définitivement supprimées.

La suppression définitive de Données intervient selon les modalités prévues dans les CGV et dans la Politique de confidentialité.

Article 21. Force majeure

Aucune des parties ne pourra être tenue responsable de l'inexécution ou du retard dans l'exécution de l'une quelconque de ses obligations résultant des présentes CGU lorsque cette inexécution ou ce retard est dû à un cas de force majeure tel que défini par l'article 1218 du Code civil et par la jurisprudence française.

Sont notamment susceptibles de constituer un cas de force majeure, sans que cette liste soit limitative : les catastrophes naturelles, incendies, inondations, pandémies, conflits armés, actes de terrorisme, grèves générales, coupures prolongées des réseaux de télécommunications ou d'électricité, ainsi que toute défaillance d'un prestataire essentiel ou de l'hébergeur lorsque celle-ci échappe au contrôle raisonnable de l'Éditeur.

La partie empêchée informera l'autre partie dans les meilleurs délais de la survenance d'un tel événement et mettra en œuvre tous les moyens raisonnables afin d'en limiter les conséquences.

Article 22. Nullité partielle

Si l'une quelconque des stipulations des présentes CGU était déclarée nulle, invalide ou inapplicable par une juridiction compétente ou en application d'une disposition légale ou réglementaire, cette stipulation sera réputée non écrite, sans affecter la validité ni l'applicabilité des autres stipulations, qui demeureront pleinement en vigueur.

Les parties s'efforceront, dans la mesure du possible, de remplacer la stipulation concernée par une disposition valide produisant des effets économiques et juridiques aussi proches que possible de ceux recherchés initialement.

Article 23. Droit applicable – Litiges

Les présentes CGU sont soumises au droit français.

En cas de litige, les parties s'efforceront de résoudre le différend à l'amiable.

À défaut, le litige sera soumis aux juridictions compétentes conformément aux CGV.

Article 24. Contact

Pour toute question relative au Service ou aux présentes CGU, le Client peut contacter l'Éditeur via :

- le formulaire de contact disponible sur www.progbat.com
- ou les coordonnées indiquées dans les [Mentions légales](#).